



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Marseille, le 06 NOV. 2008

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI
Tél. : 04.91.15.63.89.
Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr
N°414 -2008 PC

Arrêté
portant prescriptions complémentaires
pour la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING
pour son site de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la Directive du Conseil 96/62/CE du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant ;

Vu la directive communautaire 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.220-1, L.220-2 et L. 221-1 à L. 226-16, L. 511-1 à L. 517-2, R. 222-1 à R. 226-14 ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandation et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 2003 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 approuvant le plan de protection de l'atmosphère du département des Bouches du Rhône

Vu l'arrêté préfectoral instituant des procédures de réduction temporaire d'émissions atmosphériques de dioxyde de soufre pour la protection de la qualité de l'air de la région de Fos – L'étang de Berre

Vu la mise en demeure de la Commission Européenne en date du 29 juin 2007 relative au dépassement des valeurs limites journalières et horaires pour l'anhydride sulfureux applicables au 1er janvier 2005;

Vu la mise en demeure complémentaire de la Commission Européenne en date du 6 mai 2008 relative au dépassement des valeurs limites journalières et horaires pour l'anhydride sulfureux applicables au 1er janvier 2005;

Vu le rapport en date du 30 septembre 2008 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Vu l'avis en date du 9 octobre 2008 du CODERST des Bouches du Rhône,

Considérant que les valeurs limites journalières et horaires pour le dioxyde de soufre sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2005;

Considérant les dépassements constatés des valeurs limites journalières et horaires sur la zone de l'Etang de Berre pour le dioxyde de soufre;

Considérant qu'il appartient à l'Etat de prendre les mesures qui sont de nature à ramener, sur cette zone, la concentration en dioxyde de soufre dans l'air ambiant à un niveau inférieur aux valeurs limites ;

Considérant que les principaux émetteurs de dioxyde de soufre de cette zone relèvent de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les niveaux de concentration en dioxyde de soufre mesurés dans la zone de Fos-l'Etang de Berre nécessitent, en certaines circonstances météorologiques défavorables à la dispersion des polluants atmosphériques, une action de réduction temporaire des émissions de ce gaz par les principaux établissements industriels de cette région,

Considérant que seule la réduction anticipée des émissions permet de réduire efficacement la pollution au dioxyde de soufre et de respecter les valeurs limites horaires et journalières imposées par la réglementation ;

Considérant que seule la prévision de ces situations météorologiques à risque permet aux industriels concernés de déclencher leurs actions de réduction par anticipation;

Sur proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1

La société TOTAL RAFFINAGE MARKETING, dont le siège social est 24 cours Michelet - 92800 PUTEAUX, qui exploite un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement dans son établissement dit " Raffinerie de Provence " situé à La Mède -13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES, est tenue de réduire les émissions de dioxyde de soufre de ses installations en cas de déclenchement d'une des procédures prévues par le Système Temporaire d'Encadrement Réglementaire Normatif des Emissions Soufrées (STERNES).

Trois types de procédure pourront être mises en œuvre :

- une procédure généralisée concernant la région de l'étang de Berre
- une procédure dite directionnelle ou localisée sur prévision des situations météorologiques comportant un risque de dépassement des valeurs limites réglementaires ;
- une procédure dite directionnelle ou localisée sur constat concernant un secteur plus limité de la région de l'étang de Berre.

Les modalités pratiques de déclenchement sont décrites dans un protocole technique élaboré par la DIRE et repris dans un arrêté préfectoral spécifique.

A chacune de ces procédures est associée :

- un quota d'émissions
- une durée d'application.

Article 2 : Procédure STERNES généralisée

Dès la réception du message de réduction, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures techniques requises en vue de contenir ses émissions soufrées dans les limites suivantes :

PROCEDURE GENERALISEE
Quota en tonnes/jour
21

Le délai de mise en place de ces actions, la durée ainsi que les modalités pratiques d'application sont définis dans l'arrêté instituant des procédures de réduction temporaire d'émissions atmosphériques de dioxyde de soufre pour la protection de la qualité de l'air de la région de Fos - L'étang de Berre.

Article 3 – Procédure STERNES directionnelle sur prévision de la persistance d'une situation météo à risque :

Dès la réception du message de réduction, l'exploitant engage les mesures minimales requises en vue de contenir ses émissions soufrées dans les limites suivantes, pendant toute la durée des créneaux de 5 heures à risque :

PROCEDURE DIRECTIONNELLE SUR PREVISION
Quota en tonnes/jour
21

Ce quota devra être atteint au moment de l'entrée prévue dans la ou les situations météo à risque et devra être maintenu pendant toute la durée des créneaux de 5 heures à risque. Il sera calculé de la manière suivante : moyenne des flux horaires émis pendant les 5 heures à risque ramenée à une journée de 24 heures.

Si un des capteurs suivants : Martigues la Gatasse, Martigues les Ventrons, Martigues la Couronne et la Mède présente 16 heures de dépassement de la valeur limite horaire ou 2 jours de dépassement de la valeur limite journalière au cours d'une année civile, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour permettre le respect de la réglementation et donc de ne pas atteindre, au cours de cette année civile, les temps de dépassement des valeurs limites journalières et horaires imposés.

Dans le cadre de la coordination des actions des industriels concernés, dès l'atteinte de l'un des deux critères ci-dessus, l'exploitant informera l'inspection des installations classées des dispositions envisagées.

Article 4 : Procédure STERNES directionnelle sur constat de pollution du 350 µg/m³ horaire

Dès la réception du message de réduction, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures techniques requises en vue de contenir ses émissions soufrées dans les limites suivantes :

PROCEDURE DIRECTIONNELLE SUR CONSTAT 350 µg/m³
Quota en tonnes/jours
24

Le tableau suivant indique les capteurs témoins et les directions de vent qui donnent lieu au déclenchement de cette procédure.

Sternes directionnels déclenchés sur constat du 350 µg/m³

Capteur témoin/direction vent	Durée préprogra mmée
La Gatase DV {360,100}	4h15

La couronne DV {360,80}	4h30
Les Ventrons DV {360,100}	5h30
Sausset les Pins DV {330,50}	3h30
La Mède DV {210,290}	4h00

Article 5 : Procédure STERNES directionnelle sur constat de pollution du 600 µg/m3 horaire

Dès la réception du message de réduction, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures techniques requises en vue de contenir ses émissions soufrées dans les limites suivantes :

PROCEDURE DIRECTIONNELLE SUR CONSTAT 600 µg/m³
Quota en tonnes/jours
24

Le tableau suivant indique les capteurs témoins qui donnent lieu au déclenchement de cette procédure.

Sternes directionnels déclenchés sur constat du 600 µg/m3

Capteurs témoins	Durée préprogrammée
Carry-le-Rouet	3h00
Châteauneuf	3h00

Dans ce cas cette procédure STERNES sera appliquée sur une durée préprogrammée de 3 heures.

Article 6 : Gestion des recouvrements entre les procédures

Le principe général est que le quota STERNES le plus restrictif s'applique.

En cas de déclenchement d'une procédure directionnelle sur constat dans la dernière heure prévue d'application d'une procédure STERNES sur prévision, la procédure STERNES sur prévision est reconduite pour 5 heures à compter du constat.

Article 7 : compte-rendu

Les opérations effectuées pendant les périodes de réductions temporaires des rejets soufrés en application du présent arrêté donneront lieu à un compte rendu d'exécution qui sera adressé à l'inspection des installations classées par l'exploitant à une fréquence mensuelle. Ceci concerne la mise en œuvre des dispositions:

- de la procédure **généralisée**
- de la procédure directionnelle sur **prévision de la persistance météo à risque**
- de la procédure **directionnelle sur constat**

Article 8 : exécution

- Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Didier MARTIN